



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la citoyenneté Bureau des procédures environnementales et foncières

Arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-123 du 26 août 2025

portant mise en demeure à l'encontre de la société LAFARGE CEMENTS autorisée par arrêté préfectoral du 23 juin 2015 modifié, à exploiter des activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets, située route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour (53410)

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023, portant nomination de Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015 autorisant la société LAFARGE CEMENTS à poursuivre les activités de fabrication de ciments et de co-incinération de déchets située route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 2017 fixant des prescriptions complémentaires et modifiant l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mai 2021 fixant des prescriptions complémentaires et modifiant l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015 susvisé ;

VU l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 qui dispose que :

« L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. »

VU l'article 26.I.3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 qui dispose que :

« Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions.

Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement. »

VU l'article 26.II.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 qui dispose que :

« Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. »

VU l'article 26.IV.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 qui dispose que :

« L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;*
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;*
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;*
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;*
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;*
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;*
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;*
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;*
- les modifications apportées aux installations. »*

VU la visite d'inspection des installations classées en date du 2 juillet 2025 sur le site de la société LAFARGE CEMENTS située route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

VU le rapport et le courrier de l'inspection des installations classées du 29 juillet 2025, transmis par courrier à l'exploitant à la suite de la visite du 2 juillet 2025, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement et engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

VU la transmission du rapport de l'inspection des installations classées le 29 juillet 2025 à la préfète de la Mayenne, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 29 juillet 2025, notifié à l'exploitant le 4 août 2025, lui transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses éventuelles observations dans le cadre de la procédure contradictoire, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier de l'exploitant adressé à l'inspection des installations classées le 31 juillet 2025 à la suite de l'inspection menée sur le site le 2 juillet 2025 ;

CONSIDERANT la transmission par l'exploitant à l'inspection des installations classées d'un résultat d'analyse en Legionella pneumophila supérieur à 10^5 UFC/l ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 2 juillet 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne s'assure pas que la, ou les personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, soient formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation.
- Le tuyau endommagé, à l'origine de la dérive, a été remplacé par un tuyau en plastique semi-rigide de même nature. Le risque de rupture de ce tuyau par contact répété avec la tôle métallique n'est donc pas maîtrisé.
- Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant a identifié dans son manuel d'exploitation réalisé avec la société NALCO, les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation. Pour chaque indicateur, des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action sont indiquées. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs ne sont pas tous réalisés par l'exploitant de manière hebdomadaire comme cela est mentionné dans le manuel d'exploitation. Les outils ne permettent pas non plus de suivre l'ensemble des indicateurs.

- L'inspection constate que l'exploitant ne reporte pas toutes les interventions réalisées sur l'installation dans un carnet de suivi. L'inspection constate également que la société NALCO fixe dans le manuel d'entretien de l'installation des contrôles à effectuer et à consigner par la société Lafarge :
 - relevé compteur
 - relevée consommation Nalco 71213, 1393T, oxydant libre, 1318, extrait javel, 77393
 - pH, conductivité.

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 23, 26.I.3, 26.II.1.a et 26.IV.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié, susvisé ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Lafarge Ciments de respecter les prescriptions des articles 23, 26.I.3, 26.II.1.a et 26.IV.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié, susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant, qui a été invité, dans le cadre de la procédure contradictoire, à émettre éventuellement des observations dans un délai de 15 jours ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fait part d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé qui lui a été soumis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er}

La société Lafarge Ciments dont le siège social est situé 2, avenue du Général de Gaulle à Clamart (92148), exploitant la cimenterie située route de Bréal à Saint-Pierre-La-Cour, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 23, 26.I.3, 26.II.1.a et 26.IV.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en :

- s'assurant que la ou les personnes référentes, ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, soient formées en vue d'appréhender selon leur fonction, le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation ;
- mettant en place des actions correctives efficaces afin d'éviter qu'un incident/accident similaire ne se reproduise ;
- en s'assurant que les prélèvements et analyses permettant le suivi des indicateurs selon son plan de surveillance soient réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles.
- en reportant toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :
 - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
 - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
 - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
 - les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
 - le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
 - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
 - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;

- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

ARTICLE 2

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments relatifs à la formation du personnel intervenant autour de l'installation permettant le retour à la conformité ;
- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments relatifs à la mise en place d'actions correctives efficaces afin d'éviter qu'un incident/accident similaire ne se reproduise ;
- dans un délai de 2 mois, la mise à jour du plan de surveillance et les éléments permettant de justifier son suivi ;
- dans un délai de 2 mois, les éléments justifiant le report de toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi.

ARTICLE 3

Dans le cas où l'une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus à l'article 2 du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

L'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

ARTICLE 5

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

**ANNEXE à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la société LAFARGE CEMENTS située à Saint-Pierre-la-Cour**

Article L. 171-8 du code de l'environnement

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article [L. 171-7](#), l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Sous réserve du 6° du I de l'article L. 643-8 du code de commerce, cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 45 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et troisième alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.